

Lettre ouverte

A Monsieur le Président

De la République Française, Paris

Au moment où le Congo-Brazzaville traverse la période la plus sombre de son histoire, les élus et cadres congolais signataires de la présente lettre se soutiennent de ces mots :
*«.. l'élection tend désormais à devenir un mode normal de dévolution du pouvoir en Afrique...
... Il faut en finir avec les coups de force ou d'Etat, les putschs, les juntes, les pronunciamientos et toutes les manifestations de transition violentes. Ces événements d'un autre âge sont pour chacun de nous, une humiliation. Pour les peuples, ils sont un retour en arrière. Pour le monde, ils sont une déception et l'alibi trop commode des désengagements... »*

Tels sont les propos pleins de promesses et d'espoir que vous avez tenus devant le Parlement congolais, le 18 juillet 1996, à Brazzaville.

Le Congo et l'Afrique entière avaient salué ce discours qui épousait les exigences du temps et marquait nettement le passage à une ère nouvelle, celle de la démocratie et du respect de l'expression souveraine des peuples. Mais la joie et l'espoir suscités par ce qui aurait pu s'incruster dans l'histoire comme «le discours de Brazzaville», à l'image du «discours de la Baule», s'estompèrent très vite à cause de la réédition des événements qu'il vouait aux gémonies, dans l'indifférence totale de la France.

Le 5 juin 1997, le Général Denis Sassou-Nguesso, ancien Président de la République, désavoué par le peuple, dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1992, déclençait le coup d'Etat le plus sanglant, le plus destructeur et le plus long de l'histoire de notre pays.

Monsieur le Président, votre attitude, tout au long des événements de Brazzaville, a été contraire à votre discours. Au lieu d'observer une stricte neutralité, vos troupes présentes à Brazzaville ont apporté un soutien massif, tactique et logistique aux rebelles malgré votre discours aux ambassadeurs de France, du 27 août 1997. En effet, alors que Brazzaville brûlait, vous déclarez :
«La France (...) demeure au premier rang du combat pour la démocratie et les droits de l'homme (...). Elle entend s'interdire toute ingérence de quelque nature qu'elle soit, politique, militaire ou autre en Afrique ».

Cette décision souveraine de la France aurait pu se comprendre si parallèlement ne s'orchestraient pas, sous votre houlette, personnelle, des manœuvres visant l'arrêt de la démocratie congolaise. Ainsi nonobstant vos déclarations successives, vous avez fourni aides et soutien nécessaires à votre «ami» Denis Sassou-Nguesso, suivant, en cela, l'esprit de la rencontre du 1er novembre 1996 avec Denis Sassou et Omar Bongo, son gendre, comme le révèle F.X. Verschave dans

«**Noir silence**». Dès lors, comment ne pas comprendre votre silence durant les cinq mois d'affrontement violents à l'arme lourde ?

De plus, à votre demande, de nombreuses forces étrangères composées de troupes angolaises et tchadiennes, des résidus de la Dsp de Mobutu, des militaires et milices interhamwés Hutu-Rwandais, coauteurs du génocide, ainsi que de nombreux mercenaires ont combattu aux côtés de « l'ami » Denis.

Votre satisfaction fut ostensible et la reconnaissance implicite de votre implication personnelle dans le processus ayant conduit à la reprise du pouvoir par Sassou, manifeste, ainsi que vous l'exprimiez à Luanda, le 30 juin 1998 : *«Je me réjouis de l'intervention de l'Angola au Congo-Brazzaville, pour la raison simple que ce pays était en train de s'effondrer dans la guerre civile, de s'auto-détruire, et qu'il était souhaitable que l'ordre revienne. Il y avait quelqu'un qui était capable de le faire revenir, c'était Denis Sassou-Nguesso. Il lui fallait un soutien extérieur pour un certain nombre de raisons, l'Angola le lui a apporté, la paix est revenue, les conditions de développement reprennent. Cette ville de Brazza qui était devenue martyre commence à se relever et Denis Sassou-Nguesso s'est engagé à mettre en oeuvre le processus de démocratisation dans un délai maximum de deux ans»*.

Cette déclaration est une véritable offense pour le peuple congolais qui y a vu une légitimation de l'agression dont le Congo était l'objet, en violation flagrante des règles internationales de la Résolution 867 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dont la France est membre permanent, ainsi qu'une approbation de facto de l'occupation de son territoire par l'armée angolaise. C'est tout simplement scandaleux ! Que sont devenus les grands principes de souveraineté des peuples ?

Votre déclaration n'est-elle pas la meilleure façon de légitimer les coups de force, les putschs et autres formes violentes de prise de pouvoir en Afrique ?

Vous avez trahi la pensée de celui qui a incarné la France libre : le général De Gaulle, initiateur de l'indépendance et de la souveraineté des pays africains. Vous vous êtes simplement dédit. Plus grave, vous avez aussi, par la même déclaration de Luanda, privilégié la voie militaire ruinant ainsi toute possibilité de dialogue dans un pays où les exécutions sommaires, les viols, les enlèvements, les arrestations arbitraires, et autres exactions se poursuivaient plusieurs mois après la fin de la guerre comme s'en était plaint Mgr Barthélemy Batantou, archevêque de Brazzaville.

M. le président de la République, Denis Sassou-Nguesso n'est pas l'homme que vous avez encensé à Luanda. C'est un dictateur sanguinaire, responsable de plusieurs complots et assassinats qui jalonnent l'histoire de notre pays comme cela avait été établi à la Conférence nationale souveraine. Tel est l'homme à qui vous avez continué, malgré tout, à apporter votre soutien comme l'indique «La Lettre du continent» du 1er juillet 1999: *«les transferts de l'armée française n'ont cessé de livrer des armes à la faction au pouvoir La France a financé avec l'argent du Fonds d'aide et de coopération (Fac) l'intervention d'au moins quatre-vingt officiers et sous-officiers français. De surcroît, une opération A.d.e.s. dirigée par deux militaires français «re traités» Marc Caribaldi et Bernard Daviet, auraient recruté vingt-cinq sous-officiers français pour encadrer six cents soldats congolais»*.

Assuré de votre haute protection, le régime de Brazzaville a installé la tyrannie et la répression avec pour corollaires les massacres des populations civiles, les destructions et pillages des biens,

les viols à grande échelle, l'inceste forcé, les enlèvements des personnes suivis d'exécutions avant d'imposer au peuple déjà las et dépouillé, la plus longue et destructive guerre de notre histoire, celle de 1998-1999 qui se poursuit encore sous d'autres formes.

En effet, plus de sept cent mille personnes fuyant la mort végètent dans les forêts sauvages des régions Sud du Congo (Pool, Bouenza, Niari, Lekoumou) sans assistance humanitaire. Des villages et villes détruits, les morts avoisinant les cinquante mille. Bien que très destructrice, cette guerre est passée dans le silence total et à l'abri des caméras, quand bien même ses conséquences sont plus dramatiques que celle du Kosovo, de la Tchétchénie et du Timor oriental réunis.

Ne saviez-vous pas, M. le président, que les années scolaires et académiques sont hypothétiques, l'insécurité totale, les libertés individuelles et associatives confisquées ? Quant à la France, elle a simplement oublié. Elle a oublié que le Congo qu'elle a aidé à détruire lui a apporté un soutien vital pendant la guerre mondiale. Elle a aussi oublié que Brazzaville devenue aujourd'hui ville fantôme, fut la capitale de la France libre, pendant l'occupation allemande. La France, sous votre autorité, préfère se taire. Elle n'a rien vu, rien entendu comme au Rwanda en 1994. Au point même de croire que l'indifférence de l'ONU se justifie par le veto de la France au Conseil de sécurité. Koffi Annan n'a-t-il pas confié à un diplomate que «**le problème congolais, c'est la France**».

M. le président de la République, combien de temps ce peuple épuisé, traumatisé, ruiné doit-il encore attendre ? Ne pensez-vous pas que le prix payé jusqu'ici suffit ?

Deux ans après votre déclaration de Luanda :

- la paix est-elle revenue ?
- le processus démocratique est-il relancé ?
- qu'en est-il des conditions de développement ?

Cependant, la solution existe. M. le Président de la République, nous n'attendons de vous qu'une seule chose : nous aider à rétablir l'ordre constitutionnel interrompu depuis trois ans. Il n'y a qu'un seul moyen : le dialogue national sans exclusive, seul cadre pouvant permettre une réconciliation véritable, la restauration d'une paix définitive et le retour à la démocratie à laquelle notre peuple est fortement attaché.

Comme tout grand homme d'Etat, vous pouvez vous surpasser et entendre les cris de détresse d'un peuple meurtri. Le Congo peut encore s'en sortir si cette fois-ci vous choisissez le Congo.

Nous vous prions de croire, M. le Président, en l'expression de notre très haute considération.

Pans, le 5 juin 2000

Les Signataires : Jacques Joachim Yhomby Opango (Ancien chef d'Etat), Christophe Moukoueke (S.G.Upads ; Député), Bonaventure Mbaya (Ancien ministre), Hellot Matson Mampouya (Juriste), Philippe Blkinkinta (officier d'Infanterie, ancien ministre d'Etat), Pascal Tsaty-Mabiala (ancien député, ancien ministre), Gilbert Aty-Tsatsy (conseiller régional du Niari), Louis Zoubabéla (vice-président de la Cour suprême), Jean Ngatsiebe (ancien député, ancien ministre), Corneille Mboungou (officier des transmissions, capitaine des Fac), Teddy-Fronze Dosso (officier, colonel des Fac), Bertrand Mabiala (pharmacien), Galibali Lambert (ancien

ministre d'Etat, ancien député), Dr Brice-Parfait Kolélas (économiste), Georges Tabas (journaliste), Jean-Claude Mouamba (professeur universitaire R.), Gilbert Moudilou (avocat), Michel Mvoula-Tsieri (professeur université), Narcisse Nkoua-Mouyebe (capitaine des Fac), Jean-Marie Ompebe (colonel des Fac), François Guimbi (ancien ministre), Samuel Badinga (ancien ministre, ancien maire de Boko), Ange-Edouard Pougui (ancien premier ministre), Claudine Munari (ancien ministre, ancien maire de Mouyondzi), Gaston Tsikaka (journaliste), F.R. Patrick Opoki (docteur en droit, avocat), Georges Lefouoba (ancien ministre, député, ancien maire de Kellé), Paulin Makita (maître de conférence), Sophie Moukouyou-Kimbouala (ancien ministre), Joseph Ouabari (ancien ministre, ancien conseiller municipal), Théo Senga (économiste), Vital Kouka (économiste), Gilbert Kinouani (enseignant), Mboundou-Kimpro (médecin), Prosper Diatouala (intendant), Jean-Paul Moukala (médecin), Alain B. Ouvanguiga (informaticien), Célestin Ngala (universitaire), Paul Mbiene (militaire), Medhi Mantsounga (étudiant), Neil Hector Moukouéké (militaire), Sartronin Silas Ndébéka (militaire), Burgelain Kinouani (militaire), Patrick Miyouna (sociologue), J. Jacques Yhomby-Opango (commerçant), Ntsiete-Mbemba (enseignant), Ngama-Damayumba (géologue), Mafimba-Motoki (informaticien), Claude Makino (militaire), Pierre Oyele-Miazou (fonctionnaire), Maurille Louzala (mathématicien), Jérôme Itoua-Okongo (chargé d'études), Ndongui Mabiala (chimiste), Théodore Oussiessi (sociologue).